



LE 7 MARS 2017, ON DEFEND LES SERVICES PUBLICS !

L'intersyndicale nationale de la Fonction publique CGT-FO-SUD-FAFP appelle à la mobilisation le 7 mars 2017. D'abord à l'initiative de la Fonction publique Hospitalière, cet appel concerne maintenant les 3 versants de la Fonction publique.

La situation dramatique du Service public de la Santé nous concerne toutes et tous : il est nécessaire de le défendre !

Nous l'avons vu au moment des épisodes épidémiques, les personnels ne sont plus en capacité de répondre correctement aux besoins de la population, conséquence des milliers de suppressions d'emplois (22.000) et des fermetures de lits (16.000) décidées ces dernières années. Sans compter les fermetures d'établissement ou de services, de maternités : tout cela dégrade le service rendu à la population !

Cette dégradation insupportable des soins provient notamment de la loi Santé mise en place par le gouvernement Hollande-Touraine. Ainsi, les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) découlant de la loi Santé ont pour conséquences la fermeture de nombreux services, l'éloignement des lieux de soin, la concentration des pouvoirs et la diminution de la démocratie, la mutualisation de personnels, la dégradation des conditions de travail et de soins... Ces attaques préparent la privatisation du système de santé, le rendant moins accessible à l'ensemble de la population.

Mais les attaques contre les Services publics sont généralisées. Tout ce que subissent les personnels de la Santé, c'est l'ensemble des personnels de la Fonction publique qui le subit.

C'est la même volonté de restructuration territoriale et de démantèlement qui est à l'œuvre dans l'Enseignement supérieur et la Recherche publics. Les fusions d'établissements et la mise en place des communautés d'universités et d'établissements (« ComUE ») visent à remettre en cause les diplômes nationaux des étudiants et à mutualiser leurs personnels pour générer des « économies d'échelle » similaires à ce qui est recherché avec les GHT. Ces mesures visent aussi à remettre en cause l'existence des organismes publics nationaux de recherche comme le CNRS, l'INRA ou l'INSERM.

La remise en cause du Service public c'est aussi la casse progressive de la formation professionnelle : en initiale en supprimant petit à petit les formations sous statut scolaire, ce qui revient à vider les lycées professionnels, en développant à la place uniquement l'apprentissage, entretenant de la concurrence là où il faudrait de la complémentarité ; le gouvernement continue avec la mise en concurrence, la privatisation et le démantèlement de l'AFPA.

MAIS LES PERSONNELS RESISTENT :

ILS REFUSENT LE SACCAGE DU SERVICE PUBLIC, L'INEGALITE DE TRAITEMENT SELON LES TERRITOIRES ET LA DEGRADATION DE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL.

Le 7 mars 2017, la FERC-CGT appelle à la mobilisation pour défendre les Services publics :

- défendons le Service public de Santé et notre bien commun qu'est la Sécu ;
- défendons les Services publics de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la Culture ;
- arrêtons les restructurations territoriales qui démantèlent les services publics (abrogation des lois LRU-Pécresse et LRU-Fioraso et arrêt des fusions et ComUE, abrogation de la loi Peillon...);
- exigeons une hausse de nos salaires, qui passe dans le public par la hausse immédiate et importante du point d'indice et la refonte des carrières pour redonner de l'attractivité à l'emploi public ;
- défendons le Statut de la Fonction publique et exigeons la création des postes de titulaires pour exercer nos missions au compte de toute la population ;
- exigeons la titularisation de tous les précaires qui sont aujourd'hui massivement utilisés dans tous nos établissements pour pallier le déficit en emplois de titulaires ;
- exigeons l'abrogation du système inégalitaire qu'est le RIFSEEP, prime à la tête du client ;
- dénonçons les fausses avancées du PPCR largement payées par le blocage de nos salaires et la suppression des avancements accélérés d'échelons, et exigeons une vraie revalorisation de nos salaires basée sur l'augmentation conséquente de la valeur du point d'indice ;
- défendons l'école pour toutes et tous, ce qui passe par une réelle politique d'Éducation prioritaire.

À l'heure où beaucoup de candidats à la présidentielle prétendent aggraver les politiques réactionnaires que nous subissons actuellement, montrons massivement dans la rue notre détermination à résister à ces attaques et à faire valoir nos revendications, quel que soit le futur gouvernement !

**LA FERC-CGT APPELLE A L'ACTION ET A LA MOBILISATION
DANS LES RASSEMBLEMENTS, DANS LES MANIFESTATIONS !
LA FERC CGT A DEPOSE UN PREAVIS DE GREVE.**



<https://www.ferc-cgt.org/>

FERC-CGT - 263 rue de Paris - Case 544 - 93515 Montreuil Cedex

TEL. 01 55 82 76 12 ferc@cgt.fr